



BREVES DE COPENHAGUE

Négociations : dernier round

18 décembre 2009

Par Marie Chéron

Chargée de mission - 4D

Observateur attentif des négociations sur le climat depuis les années 90, 4D est présent à Copenhague avec Pierre Radanne, Président, Jean-Pierre Piéchaud, Vice-président, Joseph Racapé, administrateur, Marie Chéron et plusieurs de ses partenaires : **le réseau Action Climat, Coordination Sud, le CRID.**

Retrouvez toutes les informations sur le site Internet de l'association :

http://www.association4d.org/article.php3?id_article=580

Vendredi 18 décembre : Dernier jour de négociation. La tension est à son comble. Les hypothèses sur l'issue de la conférence sont multiples, à cette heure rien n'est joué.

Depuis mercredi, les chefs d'état défilent en plénière et sur les écrans. Les discours se succèdent. Aucun leader ne dément l'importance du sujet. Tous reconnaissent la nécessité de parvenir à un accord. Tous reconnaissent l'urgence de la situation, le besoin de coopérer... Mais cela ne suffit pas à se construire une vision commune pour l'avenir ! Cela ne suffit pas pour parvenir à un accord !

Cette nuit, les discussions multilatérales entre chefs d'Etat ont été entamées. 28 pays représentés. Cela ne constitue pas une majorité. Le texte issu de cette discussion, publié par le Guardian, est une esquisse de déclaration commune. Cette déclaration propose l'adoption, au plus tard à la prochaine conférence (COP 16), d'un « outil juridique ». Ce qui ne permet pas de penser que le protocole de Kyoto soit préservé. Les propositions sont floues, les objectifs faibles voire absents... Nous sommes loin d'être loin d'être à la hauteur des enjeux. Les pays en développement, qui demandent un accord juridiquement contraignant, des engagements sérieux des pays industrialisés à la mesure de leur responsabilité, ne peuvent accepter ce texte. La copie est à revoir.

Les leaders du monde, globalement, ne sont pas à la hauteur? Alors écoutons les discours des chefs d'état un à un : face à la crise, beaucoup d'emphase, les ambitions

semblent fortes, l'audace surgit parfois. Mais chacun campe sur ses positions, avance ses pions pour mieux montrer ses armes. Le discours d'Obama ce matin, n'a pas répondu aux espoirs suscités. Il semblerait bien, finalement, qu'il n'y ait pas de vision "partagée" d'un avenir commun. Celle-ci reste à construire. Si la conférence de Copenhague ne peut résoudre cette question, elle a le devoir nous mettre sur cette voie.

[Retour sur les deux derniers jours :](#)

Jeudi 17 :

Ce matin Hillary Clinton, venue précéder Barack Obama, a annoncé que les Etats-Unis contribueraient aux besoins de financements pour les pays en développement et notamment à ceux dédiés aux pays les plus vulnérables. La contribution globale doit être de 10 milliards d'ici 2010, pour parvenir en 2020 à 100 milliards annuel.

Ces financements pourront provenir de sources publiques et privées et des marchés carbonés. Un engagement qui vient combler le manque de position des Etats Unis sur ce point. Mais les annonces chiffrées ne précisent rien sur l'additionnalité de l'aide. Malgré qu'elle soit incomplète la proposition américaine constitue un élément non négligeable pour débloquer les négociations sur la question du financement.

Par ailleurs, les Etats Unis ont réaffirmé comme nécessaire la mise en place d'un système de vérification des actions financées et mises en œuvre dans les pays en développement, pays émergents compris.

Dans ce bras de fer Chine – Etats-Unis, les pays les plus vulnérables sont écartés. Leur droit de survie semble conditionné à la résolution d'un conflit dont ils ne maîtrisent pas les tenants et les aboutissants.